

Brochure n° 3351

Convention collective nationale

IDCC : 2691. – **ENSEIGNEMENT PRIVÉ HORS CONTRAT**

■ *Journal officiel* du 25 octobre 2008

Arrêté du 16 octobre 2008 modifiant l'arrêté du 21 août 2008 portant extension de la convention collective nationale de l'enseignement privé hors contrat

NOR : MTST0824833A

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité,

Vu le code du travail, notamment son article L. 2261-15 ;

Vu l'arrêté du 21 août 2008, publié au *Journal officiel* du 28 août 2008, portant extension de la convention collective nationale de l'enseignement privé hors contrat,

Arrête :

Article 1^{er}

Dans l'article 1^{er} de l'arrêté du 21 août 2008 susvisé, les termes suivants sont supprimés :

« Les termes : “ou selon des calendriers individualisés” mentionnés à l'article 4.2.1 *b* (1^o) sont exclus de l'extension comme étant contraires aux dispositions de l'article L. 3122-12 du code du travail (anciennement article L. 212-8, alinéa 9).

L'article 4.2.2 est exclu de l'extension comme étant contraire aux dispositions de l'article L. 3123-25 du code du travail (anciennement article L. 212-4-6, alinéas 1 à 10).

L'article 4.3.1 *e* est exclu de l'extension comme étant contraire aux dispositions de l'article L. 3122-12 du code du travail (anciennement article L. 212-8, alinéa 9).

L'article 4.3.2 est exclu de l'extension comme étant contraire aux dispositions de l'article L. 3123-25 du code du travail (anciennement article L. 212-4-6, alinéas 1 à 10).

Les termes : "ou selon des calendriers individualisés" de l'article 4.3.5 *a* (1°) sont exclus de l'extension comme étant contraires aux dispositions de l'article L. 3122-12 (anciennement article L. 212-8, alinéa 9) du code du travail.

Les termes : "ou selon des calendriers individualisés qui seront transmis par écrit à chaque enseignant concerné," mentionnés à l'alinéa 1 de l'article 4.4.2 *c* sont exclus de l'extension comme étant contraires aux dispositions de l'article L. 3122-12 (anciennement article L. 212-8, alinéa 9) du code du travail.

L'article 4.4.3 *b* est exclu de l'extension comme étant contraire aux dispositions de l'article L. 3123-25 du code du travail (anciennement article L. 212-4-6, alinéas 1 à 10). »

Article 2

Le présent arrêté prend effet à dater de sa publication pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit accord.

Article 3

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 16 octobre 2008.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général du travail,
J.-D. COMBEXELLE